



Le « complexe industriel de la censure » : Un rapport dresse la liste des 50 principaux groupes travaillant à la censure des Américains

Le site Racket News du journaliste Matt Taibbi a publié mercredi un rapport détaillé sur les 50 premières organisations engagées dans la censure de ce qu'on appelle la « désinformation » et la « mésinformation ».

Par [W. Aaron Vandiver](#)

Mondialisation.ca, 21 mai 2023

[The Defender](#) 12 mai 2023

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Science et médecine](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Le site [Racket News](#) du journaliste Matt Taibbi a publié mercredi un rapport détaillé sur les [50 premières organisations](#) engagées dans la censure de ce que l'on appelle la « désinformation » et la « mésinformation ».

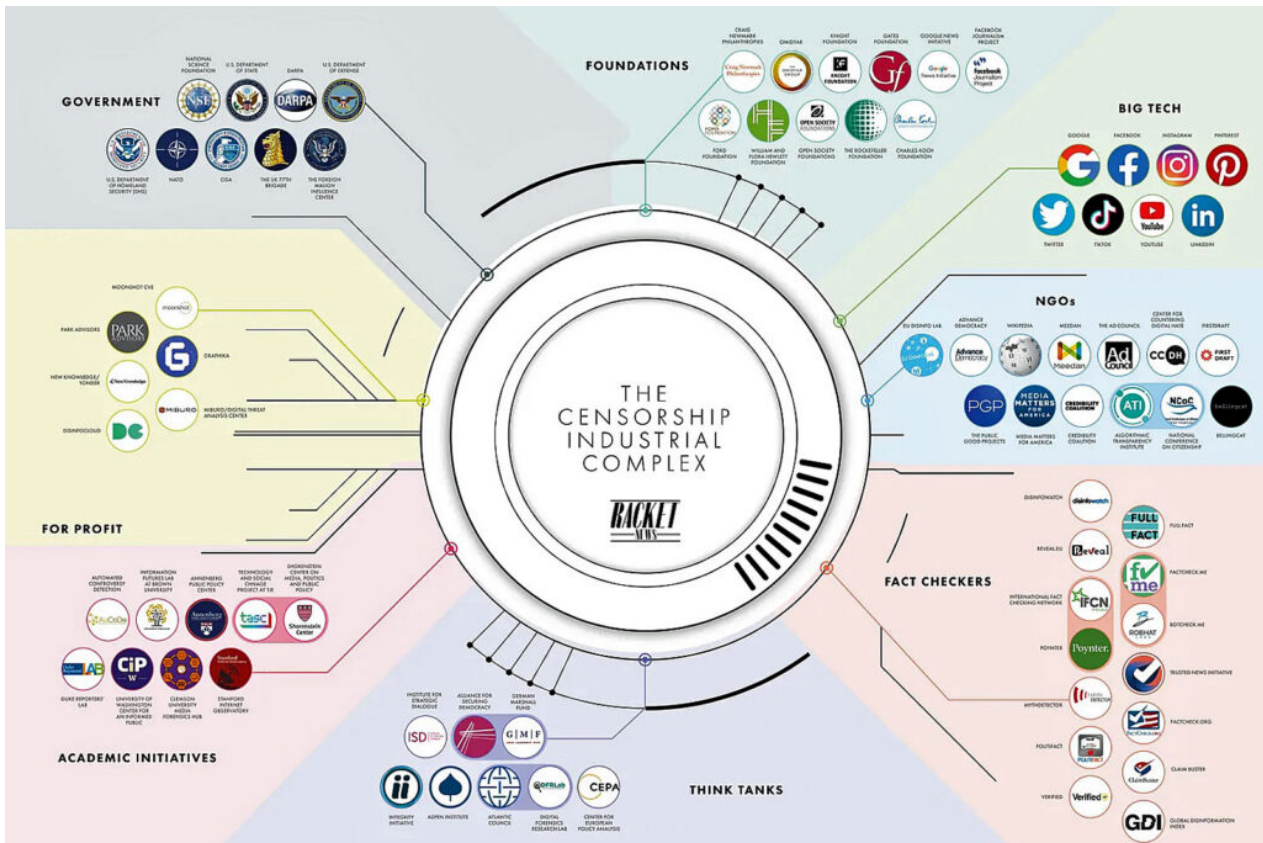
Rédigé par M. Taibbi et huit autres contributeurs – et qualifié de « kit de démarrage du citoyen pour comprendre le nouveau cartel mondial de l'information » – ce long rapport fournit un profil sommaire de chaque organisation majeure impliquée dans le « complexe industriel de la censure ».

M. Taibbi a inventé ce terme dans le cadre de son travail et de celui de ses collègues journalistes sur [les « dossiers Twitter »](#) qui ont révélé la coopération généralisée entre [les agences gouvernementales](#) et les entreprises de médias sociaux à censurer l'information en violation du premier amendement de la Constitution des États-Unis. ([Des défis juridiques](#) et des enquêtes sur les [censure des médias sociaux](#) sont en cours.)

Le « complexe industriel de la censure » est un jeu de mots sur le « [complexe militaro-industriel](#) », une expression que le président Dwight D. Eisenhower a utilisé dans son célèbre discours d'adieu de 1961 pour mettre en garde les Américains contre la menace que représentait la fusion croissante de la puissance militaire et de l'industrie privée, apparue dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale.

« La politique publique, averti M. Eisenhower, pourrait elle-même devenir la captive d'une élite scientifique et technologique. »

Plus de 60 ans plus tard, « le complexe industriel de la censure n'est que le complexe militaro-industriel qui renaît à l'ère de la « guerre hybride » de l'information numérique », écrit M. Taibbi.



Crédit : Racket News

« La [liste des 50 premiers](#) », selon le rapport, « est conçue comme une ressource pour les journalistes et les chercheurs qui commencent à s'intéresser à l'ampleur et à l'ambition du complexe industriel de la censure. Elle tente de répondre à quelques questions fondamentales sur le financement, le type d'organisation, l'histoire et surtout la méthodologie. »

La plupart des 50 organisations présentées dans le rapport utilisent un langage vague - que le rapport qualifie de « verbiage de charabia » - pour justifier leurs activités de lutte contre la liberté d'expression.

Les organisations se réfèrent vaguement à la lutte contre le « discours de haine », par exemple, et utilisent une terminologie inhabituelle telle que la « surveillance de la toxicité », les « messages alternatifs constructifs », le « pré-bunking » et la « malinformation » (c'est-à-dire des informations qui sont vraies mais destinées à « [causer du tort](#) »).

En fait, leur mission est d'imposer une stricte conformité avec les récits officiels sur les grandes questions politiques, économiques et sociales - de [COVID-19](#) à la guerre en passant par le changement climatique.

Les capacités de censure mises en place par ce réseau d'organisations peuvent être utilisées de multiples façons à l'avenir.

Par exemple, un certain nombre des 50 premiers groupes font référence à la « désinformation climatique » dans le cadre de leur mission, mais la portée de ce terme n'est pas claire. Si des citoyens locaux et des groupes de protection de la nature s'opposent au projet d'énergie « propre » d'une entreprise, par exemple, leurs messages sur les médias sociaux peuvent-ils être qualifiés de « désinformation sur le climat » ?

Meta (Facebook et Instagram) collabore déjà avec l'une des 50 premières organisations – l'Institut Poynter, qui dirige le groupe de « vérification des faits » Politifact – pour censurer les messages de citoyens et d'activistes qui affirment qu'il existe un lien entre le [développement de l'éolien offshore](#) et la mort et la mise en danger de la faune et de la flore marines.

Un grand nombre des 50 premiers sont des organisations non gouvernementales (ONG) qui, selon le rapport, sont financées par des entreprises telles que Google, Facebook et [BlackRock](#), et par des « philanthropies » privées exonérées d'impôts, créées par de puissants milliardaires, comme la Fondation Ford, [la Fondation Rockefeller](#), [la Fondation Bill & Melinda Gates](#), [le Wellcome Trust](#), Open Society Foundations, Omidyar Network et Craig Newmark Philanthropies.

La liste comprend des initiatives et des programmes d'universités américaines d'élite, notamment Brown, Harvard, [Stanford](#) et Duke.

Une agence du gouvernement américain, la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency, une division du ministère américain de la sécurité intérieure, figure également sur la liste.

L'objectif des 50 premières organisations est « une nouvelle politique homogène », a déclaré M. Taibbi, « qui peut être perpétuellement modifiée et amplifiée en ligne par le biais d'algorithmes et de l'apprentissage automatique ».

Dans cette « politique homogène » imposée par les outils numériques, il doit y avoir un « vocabulaire partagé » – en d'autres termes, un conformisme – dans lequel aucun désaccord substantiel sur les questions qui comptent vraiment n'est admissible.

« La société démocratique a besoin de se nourrir de débats libres, de désaccords et de tensions politiques, a déclaré M. Taibbi, mais les groupes ci-dessous recherchent plutôt un vocabulaire commun » et le pouvoir froid et dur de la censure.

W. Aaron Vandiver

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [W. Aaron Vandiver](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [W. Aaron Vandiver](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca